

# Brexit : les ambiguïtés de Jeremy Corbyn

Le dirigeant eurosceptique du Labour fait face aux sentiments pro-européens d'une majorité d'adhérents

LONDRES - *correspondant*

**L**e Parti travailliste britannique est-il pour ou contre le Brexit? Deux ans et demi après le référendum, la réponse est loin d'aller de soi. Si une seconde consultation était organisée, 88 % des adhérents du Labour voteraient pour demeurer dans l'Union européenne (UE), indique une récente enquête. Mais Jeremy Corbyn a douché le parti qu'il dirige en affirmant, juste avant Noël, que le Brexit continuerait s'il accédait au pouvoir.

Pour ce vétéran de l'euroscepticisme de gauche, il n'est pas question de désespérer les 37 % d'électeurs de sa formation, souvent issus des milieux populaires, qui ont voté pour le Brexit en juin 2016. Quant aux pro-européens, calcule-t-il, ils n'ont nulle part d'autre où aller hors du Labour. Et tant pis si 700 000 manifestants anti-Brexit, orphelins de leader, ont manifesté à Londres en octobre 2018.

Pour un dirigeant élu en 2015 sur la promesse de redonner aux adhérents le pouvoir de décider, Jeremy Corbyn « *a une drôle de façon de le montrer* », remarque Tim Bale, le professeur de sciences politiques à l'université Queen Mary de Londres qui a dirigé l'étude.

## Promesse chimérique

Longtemps, la position des travaillistes sur le Brexit a relevé de la pure rhétorique. Minoritaires au Parlement, ils ne devaient pas se trouver en position de faire capoter l'accord laborieusement négocié à Bruxelles par Theresa May et avalisé par les 27 États de l'UE, le 15 novembre 2018. Mais tout a changé depuis que deux larges franges des élus conservateurs sont entrées en rébellion contre le texte: des ultra-brexiters, qui le considèrent comme une « *trahi-*

*son* », et des europhiles, qui pensent qu'il serait plus avantageux de rester dans l'UE.

Le 11 décembre, sentant le vent de la défaite, la première ministre a été contrainte d'ajourner le vote des députés. Elle a passé les fêtes à tenter de convaincre ses troupes et a même anobli un député rétif. Elle a réclamé des dirigeants européens un geste destiné à amadouer Westminster, en vain. Sauf coup de théâtre, le vote programmé pour la semaine du 14 janvier devrait confirmer l'échec de M<sup>me</sup> May. Contre toute attente, le Labour se trouverait alors parmi les « vainqueurs », ceux qui auront rejeté l'accord et auront une lourde responsabilité dans les événements hautement incertains qui suivront.

D'où l'importance cruciale d'une question: Jeremy Corbyn sortira-t-il alors de son ambiguïté que ses partisans disent « *constructive* » car elle raccommode les différentes tendances. Aux partisans du Brexit, il assure que leur choix sera respecté; aux pro-européens, il fait la promesse chimérique de reprendre la négociation avec l'Union européenne pour obtenir un accord « *offrant exactement les mêmes avantages que l'appartenance actuelle au marché unique et à l'union douanière* ».

Basculera-t-il dans le camp des partisans d'un second référen-

dum? Allié aux indépendantistes écossais, aux LibDems et à des conservateurs pro-européens, le Labour pourrait réunir une majorité sur cette idée, et se trouver en position de changer le cours de l'histoire. A condition que son chef de file en décide ainsi. Pour l'heure, il refuse même de révéler quel serait son choix en cas de nouveau vote.

## « Toutes les options sur la table »

Pressé par une base qui, à 72 %, soutient une telle perspective, Jeremy Corbyn a accepté du bout des lèvres un compromis byzantin lors du dernier congrès en septembre: la priorité est de renverser le gouvernement et de déclencher de nouvelles élections législatives. Si la défiance était votée contre Theresa May après le rejet de son accord avec l'Union européenne, les députés auraient quatorze jours pour adouber un nouveau gouvernement. En cas d'échec, des élections suivront. Mais si les conservateurs restent au pouvoir, ce qui est le plus probable, le Labour promet d'examiner « *toutes les options sur la table* », y compris celle d'un second référendum.

Or cette hypothèse ne relève plus de l'utopie. Au lendemain d'un rejet de l'accord par les députés, le Parlement, désormais sur le devant de la scène, devrait se trouver devant une alternative: soit un second référendum, soit un « *no deal* », autrement dit une absence d'accord menant à un vide juridique et à un choc économique terrible (rétablissement des droits de douane, perturbation des transports et des approvisionnements).

Le gouvernement de M<sup>me</sup> May dit vouloir éviter ce scénario catastrophe, mais dramatise l'enjeu en multipliant les annonces de crise: mobilisation de militai-

**Longtemps,  
la position  
des travaillistes  
sur le Brexit  
a relevé  
de la pure  
rhétorique**

## Pour l'heure, Jeremy Corbyn refuse même de révéler quel serait son choix en cas de nouveau référendum

res, affectation de douaniers, renforcement des ferrys. Il n'existe aucune majorité au Parlement en faveur d'un « no deal », mais la tentation d'un tel choc ultralibéral et d'une rupture nette avec l'UE existe chez les conservateurs. Une écrasante majorité des adhérents tories (64 %) préfèrent cette promesse d'une nouvelle révolution thatcherienne à l'accord négocié par leur propre chef (29 %), selon un sondage.

« Il est difficile d'imaginer un début d'année plus prometteur pour un leader de l'opposition », reconnaît Katy Balls, chroniqueuse à l'hebdomadaire conservateur *The Spectator*, en soulignant les faiblesses des tories : une première ministre rejetée par un tiers de ses députés en décembre et qui n'a plus de majorité au Parlement à la veille d'un vote décisif. Jeremy Corbyn fait face à une Theresa May qui semble presque à terre.

Mais les contre-performances qu'il a accumulées en décembre ont confirmé sa capacité à manquer des buts faciles. Après avoir menacé de déposer une motion de défiance contre le gouvernement, il a renoncé à le faire voyant qu'il allait échouer. Puis il s'est rabattu sur une simple motion visant M<sup>me</sup> May, que le gouvernement pouvait écarter de l'ordre du jour. Et lorsque M<sup>me</sup> May a

raillé son impuissance, il l'a traitée en marmonnant d'« idiotie », un mot qu'il nie avoir prononcé. Bilan : le très discuté report du vote des députés sur l'accord Brexit n'a donné lieu qu'à des coups d'épée dans l'eau.

Nul mieux que John Crace, chroniqueur parlementaire au quotidien de gauche *The Guardian*, ne croque avec plus de vérité et de férocité la médiocrité récurrente des échanges entre M<sup>me</sup> May et M. Corbyn. « Il se trouve que la seule personne de tout le pays à ne pas être au courant que le gouvernement est à genoux est le chef de l'opposition, ironise-t-il, le 5 décembre, lorsque au lendemain d'une journée calamiteuse sur le Brexit pour M<sup>me</sup> May, Jeremy Corbyn ne l'attaqua que sur l'austérité. *May cligna des yeux une fois, puis une deuxième. Juste pour vérifier qu'elle n'était pas morte et montée au paradis. Mais non. Elle respirait encore et le chef du Labour avait vraiment oublié de mentionner le Brexit.* »

Nettement plus disert sur l'austérité, la pauvreté et la précarité que sur le Brexit, M. Corbyn recueille moins d'un quart d'opinions favorables de la part des Britanniques en général (légèrement moins que M<sup>me</sup> May), mais 65 % des adhérents du Labour l'approuvent. Certains voient son ambivalence sur l'Europe comme une stratégie destinée à faire échouer la première ministre. Son objectif : montrer ensuite aux pro-Brexit que le Labour est contraint de prôner un second référendum afin d'éviter un calamiteux « no deal ».

Certains députés, comme Chuka Umunna, militent pour un nouveau vote, tandis que John McDonnell, numéro deux du parti, juge cette issue « inévitable ». Des appels à « refuser l'erreur historique du Brexit » ou à trans-

## LE CONTEXTE

### L'AGENDA DU BREXIT

A douze semaines de l'échéance officielle prévue pour la sortie du Royaume-Uni de l'UE, le 29 mars 2019, le Brexit est suspendu à l'approbation par les députés britanniques de l'accord négocié à Bruxelles par Theresa May. Le vote, reporté en décembre 2018 faute de majorité prévisible, doit avoir lieu à la Chambre des Communes au cours de la semaine du 14 janvier. Mais en l'absence de nouvelles concessions de l'UE, la première ministre pourrait essuyer un rejet par les députés si, comme c'est probable, les conservateurs hostiles au texte s'allient à l'opposition. Dans ce cas, une période d'incertitude s'ouvrirait, avec trois issues possibles à ce stade : un départ de l'UE sans accord (« no deal ») ; la chute de M<sup>me</sup> May et la convocation d'élections législatives ; ou l'organisation d'un second référendum moyennant un report de l'échéance du 29 mars.

former le Labour en « parti du maintien dans l'UE » se multiplient. Mais le signe le plus éloquent de l'attachement des travaillistes à l'Europe a surgi dans le ciel de Londres à l'instant du passage dans la nouvelle année. Favorable à un second référendum, le maire travailliste de la capitale, Sadiq Khan, a transformé la grande roue de Londres en drapeau européen bleu et or, le temps d'un feu d'artifice aux allures de manifeste anti-Brexit diffusé dans le monde entier. ■

**PHILIPPE BERNARD**